

Appui à la Stabilisation et à la Paix au Mali

Un processus de paix inclusif et des dividendes de paix tangibles renforcent la confiance entre la population et l'État et contribuent à la stabilisation du pays.

Les enjeux

Depuis la crise politique et le coup d'État de 2012, le Mali ne connaît pas de répit : l'insécurité persistante et deux autres coups d'État militaires depuis 2020 témoignent d'une profonde instabilité. L'accord de paix signé en 2015, qui devait fournir les bases de la réconciliation, de la stabilité et de la paix, est sous pression et n'est mis en œuvre qu'avec lenteur. La sécurité et l'État de droit ne peuvent être garantis dans une grande partie du pays, des attaques contre la population civile se produisent régulièrement. Le manque de revenus et de services sociaux de base bloque le développement socio-économique du pays. Cela a largement entraîné une profonde crise de confiance entre la population et l'élite politique. Les inégalités économiques, politiques et sociales favorisent les efforts de recrutement des groupes armés et rendent difficile la participation des femmes au processus de paix. L'espace pour le discours de la société civile est de plus en plus limité et marqué par de fausses informations. Les élections prévues pour 2024 seront déterminantes pour le retour d'un gouvernement militaire de transition à un gouvernement civil.

Approche

Le Ministère des Affaires étrangères Allemand s'engage depuis 2013 dans le processus de stabilisation et de paix au Mali. Le projet "Appui à la stabilisation et à la paix au Mali" (PASP) accompagne le Ministère de la Réconciliation Nationale et ses structures décentralisées dans l'annonce de l'Accord de paix et la gestion durable des conflits. La Commission Vérité, Justice et Réconciliation du Mali a été soutenue jusqu'à la fin de son mandat, en décembre 2022, dans la promotion d'une réconciliation au sein de la société. La mise en œuvre de microprojets permet de créer des dividendes de paix tangibles pour la population. La participation des acteurs civils de l'État au processus de stabilisation aux niveaux national, régional et local crée la confiance entre la population et l'État et ouvre des espaces pour les processus politiques. Une focalisation ciblée sur les femmes permet leur participation au processus de paix, favorise leur accès aux ressources et à la représentation.

Conseils institutionnels : Le projet soutient les acteurs civils de l'État dans la mise en œuvre et la diffusion de l'accord pour la paix. Il renforce leur capacité pour une gestion durable des conflits et contribue au retour de la confiance entre la population et l'État. Les femmes et les groupes marginalisés (jeunes) sont spécifiquement ciblés afin de renforcer leur représentativité, leurs res-

sources et leurs droits. Afin de pouvoir contrer les structures patriarcales, les garçons et les hommes ainsi que la population civile sont explicitement impliqués dans des activités de transformation de genre telles que des formats de dialogue et de sensibilisation qui soulignent entre autres l'importance de la participation des femmes au processus de paix ou qui se penchent sur des images positives de la masculinité.

Stabilisation à travers des microprojets : Dans les régions du nord du Mali, le projet encourage la mise en œuvre des microprojets. Lors des dialogues citoyens participatifs, qui mettent l'accent sur la participation des femmes, des jeunes et des déplacés internes, les communautés échangent sur leurs causes locales de conflit et leurs besoins et identifient des mesures de stabilisation. La construction des infrastructures (p. ex. approvisionnement en eau et maisons des jeunes) associée à des activités génératrices de revenus (p. ex. gestion des déchets et transport péri urbain avec des tricycles) contribue à l'amélioration des conditions de vie et renforce la cohésion sociale et renforce la représentation et les ressources des groupes cibles. En outre, les microprojets soutiennent des mesures de lutte contre la désinformation, en particulier pour les jeunes, afin d'améliorer leurs connaissances en matière d'identification et de contrecarrer des *fake news* déstabilisantes et de contribuer ainsi à une cohabitation plus pacifique.



Intitulé du projet	Appui à la Stabilisation et à la Paix au Mali
Commettant	Ministère Fédéral des Affaires Etrangères d'Allemagne
Organisme d'exécution	Deutsche Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit (GIZ) GmbH
Zone du projet	Mali
Organisme de tutelle	Ministère de la Réconciliation Nationale
Durée globale	11/2016 – 05/2024
Enveloppe financière	36.442.500 EUR



Photos de gauche à droite :

Habitants de Gaboro lors de la réception d'une adduction d'eau, 2018©PASP/GIZ

4e audience publique de la CVJR sur la "violation du droit à la liberté", la "violation du droit à la vie et à l'intégrité physique" et le "déplacement forcé", 2021©PASP/GIZ

Philip Kusch,
Responsable du Projet
philip.kusch@giz.de

*Photo de gauche à droite :
Formation des femmes de l'ERAR, de la MARN et la société civile à Bamako, 2021©PASP/GIZ*

Remise d'un tricycle motorisé à la FORC-G à Gao pour le transport urbain, 2021©PASP/GIZ



Les résultats en chiffres ...

- **160 membres** du Ministère de la Réconciliation Nationale, y compris ses services rattachés et la société civile, ont reçu une formation sur les méthodes alternatives de gestion des conflits, dont 79 femmes
- **11 Equipe Régionale d'Appui à la Réconciliation et 39 Comités Communaux de Réconciliation formés** sur différentes thématiques, dont « médiation, prévention et gestion de conflit » et « communication non violente et leadership » et « femmes, paix et sécurité », avec un totale de **535 participants**
- **115 microprojets** ont été mis en œuvre dans les régions de Gao, Tombouctou, Ménaka, Kidal, Taoudéni et Mopti. Les conditions de vie d'environ **702.153** personnes sont améliorées et environ **903 emplois** directs créés et indirects.
- **139 activités de dialogue** pour la prévention des crises ont été menées dans tout le Mali, environ 14.583 personnes y ont participé activement (dont 21% de femmes).
- **50 membres** de la Commission Vérité, Justice et Réconciliation ont été formés aux techniques d'interview et au soutien psycho-social des personnes traumatisées.
- **Plus de 31 000** témoignages de victimes de violations des droits de l'homme ont été documentés dans les six bureaux régionaux des commissions vérité. Ces derniers ont été mis en place avec le soutien du projet.
- La CVJR a développé une **politique de réparation** et une **stratégie de mémoire** dans le cadre d'un processus participatif. La politique de réparation a été approuvée par le cabinet du gouvernement malien.
- **5 auditions publiques** ont été organisées jusqu'à présent par la Commission Vérité, Justice et Réconciliation, au cours desquelles 51 personnes ont témoigné publiquement des violations des droits de l'homme.

... et en faits

Renforcer la résilience des groupes vulnérables en soutenant les activités génératrices de revenus et en permettant la stabilité socio-économique.

L'une des villes les plus touchées par l'insécurité et les menaces terroristes est Gao, dans le nord du Mali. De nombreux jeunes y sont livrés à eux-mêmes et les emplois y sont rares. Les groupes armés sont présents dans la région et offrent des possibilités de revenus aux jeunes. Ces derniers sont donc particulièrement vulnérables aux efforts de recrutement de ces groupes.

Avec le soutien du projet, une alternative économique a pu être offerte aux jeunes. Afin d'améliorer le transport péri urbain, l'organisation des jeunes FORC-G a reçu dix moto tricycles qu'ils utilisent comme taxis et avec lesquels ils génèrent un revenu supplémentaire. Cela augmente leur résilience et leur permet en même temps d'atteindre une stabilité socio-économique.

Un membre de la FORC-G explique : *"Le projet de tricycles est la meilleure chose qui puisse m'arriver. Je n'avais pas d'emploi fixe pour aider ma famille. En 2013, lorsque l'État est revenu à Gao, on nous a tous promis des emplois dans le cadre du processus de DDR¹, soit dans l'armée, soit à travers des activités indépendantes génératrices de revenus. Mais depuis, il ne s'est rien passé. À certains moments, j'ai envisagé de rejoindre les groupes armés djihadistes pour pouvoir subvenir à des besoins de ma famille et de moi-même. Chez eux, on reçoit un salaire fixe de 100.000 à 200.000 CFA par mois pour peu de travail. Mais grâce au soutien de la coopération allemande par le PASP pour notre organisation de jeunesse, j'ai abandonné cette idée. Je fais partie des chauffeurs et maintenant, grâce aux revenus quotidiens, je ne dépends plus de personne. Nous remercions le projet de nous avoir donné la possibilité de travailler d'une manière digne et responsable".*

¹ Désarmement, Démobilisation et Réinsertion

Publié : Deutsche Gesellschaft für
Internationale Zusammenarbeit (GIZ) GmbH
Siège de la société Dag-Hammarskjöld Weg 1-5
65760 Eschborn
Deutschland
Telefon: +49 (0)6196 79-1175
Fax: +49 (0)6196 79-1115
Auteurs : Lea Seefeld, Philip Kusch, Abdoulaye Haidara
Mise en page : GIZ
Situation : Juillet 2023
Le contenu de cette publication relève de la responsabilité de la GIZ.

En coopération avec Ministère de la Réconciliation Nationale
Mandaté par : Ministère Fédéral des Affaires Etrangères d'Allemagne (AA)
Adresses postales des deux sièges AA Berlin AA Bonn
du AA: Werderscher Markt 1 Adenauerallee 99-103
D-10117 Berlin D-53113 Bonn
T: +49 (0) 30 18170 T +49 (0) 22899 17-0